

## **Histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain**

### **Copie de candidat**

Parmi les candidats intégrés à l'ESSEC, aucune des copies notées 19 ou 18,5 n'est sans défauts. Celle qui est publiée oublie les enjeux sociaux des programmes écologiques. Mais elle évoque correctement tous les nombreux autres aspects du sujet, en suivant un enchaînement cohérent. Sa construction générale répond à la volonté – ambitieuse – de corréler les trois termes dans chacune des trois grandes parties du devoir.

### **«Croissance, puissance et développement durable : quelles corrélations et implications pour les grands pays et groupes de pays du monde ?»**

Les années 1970 marquent, avec les chocs pétroliers, le début d'une prise de conscience que les ressources planétaires sont finies, ce qui remet en cause le modèle de croissance des PDEM (Etats-Unis, Europe, Japon). C'est aussi la fin d'une période de forte croissance (les Trente Glorieuses) pour les PDEM et l'émergence de nouveaux acteurs (les Dragons, puis les émergents) dont la forte croissance met en péril la puissance des PDEM. Il y a donc un lien entre la croissance (augmentation de la richesse d'une année à l'autre) et la puissance, c'est-à-dire la capacité à imposer ses vues : l'une entraîne l'autre et inversement si on est puissant on peut encourager la croissance (par des normes). Le développement durable intervient comme solution aux problèmes des PDEM : cela peut relancer la croissance et leur permettre de se démarquer avec un nouveau modèle. Mais il peut aussi être une solution pour les pays en mal-développement pour rendre leur croissance et leur puissance durables. Cependant, il peut être vu comme un frein à la croissance, qui devient néfaste. Les acteurs majeurs du monde (les PDEM-UE-EU-Japon, les pays émergents, les NPI, l'OPEP), dont le but est la puissance, tireront des conséquences diverses. Mais ils doivent aussi compter sur les pressions des entreprises multinationales et des populations qui veulent un meilleur niveau de vie et un développement équitable. Ne peut-on pas penser que croissance, puissance et développement durable forment un triangle vertueux ? Dans un premier temps, on constate que la croissance sans préoccupation durabiliste reste considérée comme le seul moyen de devenir puissant. Mais le développement durable peut être un moyen de rester puissant. En réalité, le développement durable ouvre la voie vers une nouvelle forme de croissance et de puissance.

Tout d'abord, du fait que le modèle capitaliste, basé sur l'accumulation de richesse, et donc sur la croissance, se soit étendu au monde entier, la croissance est considérée comme l'unique moyen de devenir puissant et de compter sur la scène internationale. Les pays voulant devenir puissants, c'est à dire les pays émergents (Chine, Inde, Brésil) cherchent donc avant tout la croissance. En effet le PIB reste le critère de référence pour juger de la puissance (c'est par leur PIB que les E-U et la Chine sont les deux premières puissances du monde). Et la croissance du PIB (très importante dans les pays émergents) est ce qui impressionne le plus, ce que les économistes mettent en avant pour justifier la puissance des émergents, et ce qui fait peur aux PDEM, qui craignent pour leur puissance. En règle générale, c'est la croissance qu'on regarde : celle de la population (qui est un critère de puissance pour la Chine ou l'Inde) ou des ports (les ports chinois comme Shanghai ou Tianjin sont les premiers car ils ont le plus grand trafic, sans prendre en compte la pollution).

De même pour les villes : le classement GAWKS par exemple prend en compte la population, le nombre de sièges de FMN et non les conditions de vie (pollution, problèmes de logement...).

D'ailleurs, les indicateurs concurrençant le PIB sont assez tardifs, l'IDH ou l'indice de Gini par exemple, et peinent à devenir des références. En somme, pour les pays voulant devenir puissants, la croissance tous azimuts est le seul moyen, le meilleur en tout cas.

De plus, on voit que ces pays imitent plus ou moins le modèle des PDEM pour se développer, c'est-à-dire une industrialisation forte et très énergivore. Dans les années 1960 et 1970, les Dragons sont devenus puissants (la Corée du Sud est au G20) en s'industrialisant, avec des industries énergivores et polluantes comme la sidérurgie. Cela apporte la croissance, permet de s'insérer dans la mondialisation et d'accroître son poids sur la scène internationale. On ne prend pas en compte le développement durable nécessairement : dans les Tigres (Indonésie, Philippines), on défriche massivement, tout comme au Brésil. La Chine est devenue le deuxième consommateur de charbon et le premier pollueur du monde, car elle est aussi l'usine du monde. On considère donc que ce modèle basé sur des secteurs fortement consommateurs de ressources fossiles et destructeurs de l'environnement est le meilleur pour assurer une croissance assez forte pour pouvoir s'imposer comme une puissance. La croissance d'abord, le développement durable ensuite.

Cependant, il y a des limites à cette idée. En effet, la croissance, si elle est nécessaire au développement, n'est pas forcément synonyme de développement. Tout d'abord, elle est créatrice d'inégalités : l'indice de Gini est supérieur à 0,45 en Chine, en Inde et au Brésil, et il tend à croître. De plus, l'industrialisation entraîne des problèmes environnementaux importants : pollution des nappes phréatiques, avancée du désert à cause de la déforestation, trou dans la couche d'ozone... Ces problèmes sont amplifiés dans les villes. Suketu Mehta, dans Bombay Maximum city montre qu'à Bombay, la nouvelle classe moyenne cotoie l'extrême pauvreté des bidonvilles, la pollution, l'engorgement du réseau routier, le logement sont des problèmes récurrents. Sans parler du fait que les ressources souvent finies de ces pays s'épuisent : la Chine importe de plus en plus ses matières premières, l'Amazonie, au Brésil, ne se renouvelle pas, les pays du Moyen-Orient comme l'Arabie Saoudite ou l'Égypte puisent dans des nappes phréatiques dont les réserves diminuent dangereusement. Ces problèmes sont pointés du doigt par des PDEM notamment, ils sont de plus en plus pris en compte dans les classements et surtout, à terme ils nuisent à la croissance et à la puissance. Or la puissance, on la voudrait durable, définitive : la Chine veut redevenir l'Empire du Milieu, et pour de bon. Le développement durable serait-il alors une réponse pour l'avenir ?

Les PDEM, qui sont les plus grandes puissances mondiales, voient d'un mauvais œil la croissance des pays émergents. Eux-mêmes se voient confrontés à des problèmes de chômage, des crises économiques (celle de 2008, la crise de l'euro aujourd'hui) et une croissance en berne. Ils craignent pour leur statut de grandes puissances et ont besoin d'un nouveau modèle. Le développement durable est une réponse qu'ils semblent adopter pour relancer la croissance et rester puissants. Les Etats tentent d'encourager les filières de l'environnement : l'Allemagne possède des entreprises très puissantes dans les énergies renouvelables par exemple. Si l'on considère que l'énergie nucléaire est durable (ce qui est discutable) alors la France est un acteur majeur. Obama a voulu relancer la croissance en encourageant les secteurs « verts » susceptibles de créer des emplois et d'être très rentables (car ce sont des secteurs de pointe). L'Union européenne se veut une pionnière dans le domaine, par exemple avec le projet Natura 2000. En développant des secteurs de l'économie durable, on peut alors se développer, rester innovants et compétitifs, voire en avance sur le reste du monde, et donc puissants.

On peut même penser que les PDEM tentent d'imposer le développement durable pour essayer de rester les maîtres du jeu, pour se protéger. Tout d'abord ils essayent de protéger leurs populations, leurs consommateurs, sujets à des problèmes de santé, désireux d'avoir une vie saine. Ils essayent ensuite de protéger leur environnement, de plus en plus dégradé : l'empreinte écologique de l'humanité est due pour un tiers à l'OCDE (c'est-à-dire les PDEM). Surtout, ils veulent protéger leur économie et leur capacité à s'imposer. Cela implique une indépendance énergétique vis-à-vis des pays de l'OPEP par exemple qui sont de plus en plus puissants depuis les années 1970. Or l'indépendance permet de garder sa puissance. L'UE essaye d'imposer des normes écologiques, à l'OMC par exemple. Même si l'idée est noble, c'est aussi pour favoriser les entreprises européennes qui respectent déjà ces normes et ont alors un avantage. On remarque d'ailleurs que

ce sont surtout les PDEM qui prônent le développement durable : le rapport Meadows est écrit par des experts venant des PDEM ; c'est surtout l'Europe qui a milité pour le protocole de Kyoto.

Cependant, même sur le terrain, ils sont concurrencés par les NPI et les émergents, et ils rencontrent de vives résistances. Tout d'abord, ils ne sont pas les seuls à mettre en avant le développement durable : le Brésil se veut aussi un pionnier, et il obtient une visibilité grâce aux forums de Porto Allegre. La Chine par exemple est aujourd'hui premier fabricant de panneaux solaires avec l'entreprise Suntechpower notamment. Les PDEM ne sont donc pas totalement à la pointe. De plus, les Etats reçoivent des pressions de la part des grandes FMN à travers le lobbying : les lobbys des entreprises pétrolières sont très puissants aux E-U et luttent contre les normes environnementales. Les résistances viennent aussi des pays en développement et émergents, qui considèrent que les normes environnementales brident leur croissance et qu'ils ont le droit de se développer de la même manière que les PDEM, qui n'ont pas à donner de leçons. Ce sont alors les émergents qui s'imposent, et qui demandent à ce que les PDEM changent de modèle pour ne pas les défavoriser. L'argument de puissance est alors du côté des émergents et non des PDEM. Enfin, les PDEM sont eux-mêmes divisés l'E-U étant plus frileux que les européens et s'appuyant plus sur le marché, les européens eux-mêmes échouant à mettre en place une taxe carbone depuis plusieurs années. En réalité, le développement durable n'est pas vraiment une arme nouvelle des PDEM, c'est bel et bien une nécessité, mais qu'ils peinent à réaliser.

Le développement durable s'impose alors comme un nouveau modèle pour tous, car il entraîne une nouvelle forme de puissance et de croissance. Tout d'abord, on pourrait penser que le développement durable permet un « soft power », selon les termes de Joseph Nye, par opposition au hard power basé sur des chiffres, sur une croissance objective, sur la puissance militaire. C'est notamment l'idée de l'U.E, qui se veut « une puissance verte » : elle essaye de développer les secteurs de l'environnement, encourage le commerce équitable, développe des partenariats avec les pays ACP (ce sont des accords préférentiels permettant à ces pays d'exporter plus facilement et de stabiliser leurs revenus). Elle se veut ainsi un « fair trader », un partenaire juste et soucieux de l'équité. Elle met en avant son modèle d'état Providence (quoique fragile ces dernières années) qui est plus social et plus juste. On a donc un volet économique, social et écologique : ce sont bien là les piliers du développement durable. Elle tente par là d'avoir un rayonnement, de proposer un modèle, de s'ériger en exemple. Grâce à la chartre d'Aalborg, elle essaye d'avoir des villes durables et plus attractives. Elle a un rôle important dans les conférences mondiales sur l'environnement. Mais les semi-échecs des conférences de Copenhague, Cancun et Durban ces deux dernières années montrent que l'UE n'a pas encore une position de leader et que ce soft power a des limites.

On peut dire qu'on va vers une nouvelle forme de puissance car on semble avoir une puissance partagée au niveau mondial, voire une apolarité. En effet, il y a de plus en plus de discussions au niveau mondial, on tente de mettre en place une gouvernance mondiale et des programmes mondiaux, justement pour garantir le développement de tous, de manière durable. Cela est illustré par exemple par les Objectifs Millénaires du Développement, émis en 2000 par le PNUD, comme la réduction de la pauvreté, de la mortalité infantile, de l'écart entre les sexes. Ces objectifs seront en grande partie atteints en 2015 ce qui peut être considéré comme un succès. Le G20 tente également de trouver des réponses globales et durables aux problèmes mondiaux : on tente de réguler le système financier pour éviter les crises économiques (pour que notre modèle financier soit durable).

Le développement durable permet aussi et surtout une nouvelle forme de croissance. Celle-ci doit être partagée et durable, c'est à dire ne pas nuire au développement des générations futures, préserver les ressources et le cadre de vie. Le développement durable est alors comme une renaissance, un tremplin pour des pays en mal-développement. Et il n'est pas forcément le fait des Etats. Ainsi, en Inde, le docteur Swaminathan tente de mettre en place la révolution doublement verte, en protégeant les écosystèmes (les mangroves notamment) et en choisissant des OGM adaptés aux cultures locales. En Afrique, le développement durable pourrait mettre fin aux problèmes de mal-développement, notamment dans de grands pays comme le Nigéria. Cela permettrait au continent de connaître une croissance plus forte, moins sujette aux fluctuations des marchés, et de s'affirmer sur la scène internationale. Sylvie Brunel considère d'ailleurs que l'Afrique est le continent du développement durable, car l'empreinte écologique de l'Afrique est faible, elle utilise surtout la

biomasse plutôt que les énergies fossiles, et elle a refusé en 2004 de devenir « la poubelle du monde » et d'accueillir les déchets du monde entier. Les entreprises également peuvent encourager cette croissance équitable, en développant le commerce équitable, en s'engageant pour le développement durable comme BP, The Body Shop, Total et bien d'autres. Le développement durable c'est donc l'idéal d'une croissance réfléchie, partagée, à petite échelle (« think global, act local »).

Mais on prône aussi une autre forme de croissance qui est la croissance nulle ou négative. Déjà en 1972, le club de Rome affirmait la nécessité d'une « croissance zéro » et l'idée est aujourd'hui reprise par les mouvements altermondialistes et décroissants. En effet, la croissance serait néfaste, créatrice d'inégalités, destructrice de l'environnement, de la santé des consommateurs. Elle n'est pas soutenable, cela n'a pas de sens de courir après la croissance pour la croissance. Elle ne crée d'ailleurs plus autant d'emplois du fait de l'automatisation et des gains de productivité. Il faudrait donc revenir à une agriculture plus traditionnelle, un mode de production et de consommation moins gaspilleurs. Cependant ce modèle rencontre des limites et a du mal à s'imposer dans l'opinion. D'ailleurs, comment imposer aux pays sous-développés de stopper leur croissance ? Sylvie Brunel met aussi en garde contre la mise en avant excessive de préoccupation comme l'environnement car on risque de mettre « la terre avant les terriens ». Le développement durable reste donc un idéal, un modèle aux limites encore floues et qui peine encore à être mis en place. Mais il remet en question les notions de croissance et de puissance.

Ainsi, la notion de puissance est vieille comme le monde. Celle de croissance est apparue avec les révolutions industrielles, et les deux sont intimement liées depuis cette époque. Mais aujourd'hui il semble que le développement durable est une idée qu'il faut aussi prendre en compte. Il est nécessaire si l'on veut que la croissance soit durable et ne mette pas en péril les générations futures. Il peut être une stratégie mise en place pour affirmer la puissance, notamment pour l'UE. Il est une alternative pour notre modèle de croissance qui paraît à bout de souffle. Qu'ils l'adoptent ou le rejettent, les acteurs majeurs ne peuvent pas aujourd'hui ignorer cette question, et les rapports de force peuvent changer en fonction des réponses qu'ils apportent.